

Lundi 22 février 2010

l'étincelle

TECHNOCENTRE

Renault

Guyancourt

pour la construction d'un parti des  travailleurs communiste révolutionnaire

Des grèves marchantes à la grève générale ?

Dimanche soir, la CGT a claqué la porte des discussions avec la direction de Total. Elle appelle au « durcissement du conflit » qui paralyse les raffineries Total depuis mercredi « avec élargissement aux autres groupes pétroliers ». Le site de la raffinerie de Dunkerque est menacé de fermeture. 370 salariés sont concernés ainsi que 450 ouvriers en sous-traitance.

Sans attendre l'annonce de pseudo solutions que la direction doit annoncer le 29 mars, les travailleurs de la Raffinerie se sont mis en grève contre la fermeture dès le 12 janvier. Ils bloquent depuis tous les secteurs de production ainsi que les livraisons de fuel domestique et de carburants. Et surtout, des grévistes et syndicalistes de Dunkerque ont rompu leur isolement, se sont adressés aux travailleurs d'autres raffineries, et 5 autres du groupe ont rejoint la grève, tandis que 2 du groupe Exxon y appellent pour cette semaine.

Le bras de fer est symbolique. D'un côté Total, un des trusts les plus gras et goulus de la planète. De l'autre des travailleurs qui pour les seuls profits du premier, devraient perdre leur emploi. Mais le cas est similaire chez Philips, à Dreux, où un bras de fer aussi est engagé, depuis qu'il y a plusieurs mois déjà, la direction a annoncé la fermeture de son usine d'assemblage de téléviseurs.

C'est forts du soutien qu'ils ont su chercher et trouver auprès de travailleurs et militants syndicaux d'autres entreprises menacées de fermetures et licenciements – ceux de Continental, Ford, New Fabris, Freescale et d'autres – que ceux de Philips ont réagi face au dernier sale coup du patron. Il avait cru pouvoir impunément aviser par courrier les 212 salariés de Philips qu'ils ne devaient plus revenir à l'usine. Les salariés se sont mobilisés, ont engagé une action en référé au tribunal et obtenu la réouverture du site ainsi que la suspension du plan de la direction.

Dans l'Education nationale comme dans le reste de la fonction publique, ce ne sont pas des licenciements, mais des dizaines de milliers de suppressions de postes. Là encore, des enseignants

du 93 (académie de Créteil), à un relativement petit nombre au départ, ont osé déterrer la hache de guerre contre une politique qui programme encore 16 500 suppressions de postes et le bradage de la formation des jeunes enseignants. Ils sont partis de leurs établissements d'Aubervilliers, ont organisé des équipes mobiles vers des établissements voisins, communes voisines, afin de discuter et adopter le même programme et la même démarche d'extension. Une vraie « grève marchante », qui en 15 jours, s'est étendue à une centaine d'établissements.

De raffineries en raffineries, d'établissements en établissements, d'un secteur à un autre, c'est bien une telle grève qui pourrait faire son chemin. D'autant que d'autres travailleurs, comme ceux des magasins Ikéa entre autres, se sont mis en marche pour une autre revendication vitale et commune : l'augmentation des salaires.

Au-delà du risque de pénurie de carburant, c'est bien le spectre d'une grève contagieuse qui inquiète le patronat et le gouvernement. Le ministre de l'Industrie Estrosi a organisé une rencontre avec le PDG de Total, ainsi qu'une entrevue, fissa et en plein dimanche, avec les directions syndicales. Le gouvernement aurait bien aimé que Total « rassure très rapidement les salariés ». Mais les salariés ne s'en laissent pas si facilement conter ! Et pour cause. C'en est trop de tous ces industriels et leurs sous traitants, de tous ces banquiers et financiers, qui grâce aux larbins qui les défendent à la tête de l'Etat, tirent leur épingle du jeu face à la crise, continuent à dégager d'énormes profits mais ont pourtant le culot de pleurer la bouche pleine.

Contre tous ceux-là, le monde du travail doit se dresser, s'organiser pour la riposte d'ensemble. Rien ne se fera du jour au lendemain, mais tout peut se faire vite, de proche en proche. Sur ce fond d'exaspération, le volontarisme de quelques milliers de travailleurs en lutte, tournés résolument vers les autres, peut donner le coup d'envoi.

Les traders de Renault

Ce n'est pas la crise pour tout le monde. Alors qu'à Renault les primes et les augmentations de salaires sont fortement réduits en 2010, les hauts cadres du CEG-3 toucheront tous une prime de 4 % de leur salaire annuel fixe en avril. Les plus « méritants » se partageront en plus 5 % de la masse salariale totale du CEG-3.

Question subsidiaire : combien va toucher votre directeur, voire votre chef de service ?

Modeste

Le 12 février, Pelata a gentiment félicité tous les salariés pour les 2,1 millions de Free Cash Flow réalisés en 2009. Mais seul le gratin qui avait des KPI sur le Free Cash Flow touchera une prime conséquente. A ce même open forum, Ghosn a répondu que les autres trouveront leur motivation dans la satisfaction d'avoir de bons dirigeants.

Pendant que notre porte monnaie se vide, il y en a un qui a les chevilles qui enflent.

L'esprit d'équipe : 300 € pour tous !

Tous les salariés Renault mais aussi des filiales, les sous-traitants, les prestataires (TFN, ISS, Vestalia, Avenance...) participent aux résultats de Renault. Il n'y a pas de raison que les uns touchent une grosse prime et pas les autres.

Vestalia doit revoir sa copie

Une pétition pour exiger notamment un 13^{ème} mois et le paiement des 3 jours de carence en cas d'arrêt maladie a recueilli 270 signatures à Vestalia, sur 400 salariés dans toute la France, avec même 95 % de signatures au TCR !

La direction de Vestalia a dû réouvrir des négociations. Pourtant les NAO (Négociations Annuelles Obligatoires) étaient terminées. Pour elle, mais pas pour les salariés.

CAT contre CEG

Depuis jeudi 18 février, les travailleurs de la CAT (Compagnie d'Affrètement et de Transport) sont en grève pour les salaires. Ils bloquaient 8 sites, dont Gennevilliers, Douai ou encore Renault Flins où travaillent 107 salariés de la CAT.

Les grévistes exigent 2 % d'augmentation ainsi qu'une prime de 1400 €. Beaucoup moins pourtant que ce que va toucher le staff du CEG-3.

Chasser le naturel

Renault prévoit 1000 départs « naturels » en 2010, essentiellement en Europe. Les embauches « naturelles », c'est quand la direction remplaçait les départs.

Et pour quelques dollars de plus

Déménagement de la DSPI de Boulogne à Villiers Saint Frédéric, d'une partie de la DIM de Rueil à Lardy ou bien de Lardy au TCR, etc. Tous ces regroupements permettront à la direction de faire 100 millions d'euros d'économies.

Augmentation des temps de trajet, frais de déménagement, bouleversements dans sa vie professionnelle et privée : ce sont les salariés qui paieront la note.

Losange ou démon ?

Le Trapèze ? Déjà utilisé. Le Pentagone ? Déjà pris. Carlos Ghosn a donc annoncé l'inauguration début 2011 du « Losange », nom qui remplacera le Technocentre. Un nom censé être plus « fédérateur » car moins associé à l'ingénierie... et aux suicides ?

Quand on veut...

Suite aux pétitions sur les lignes Boulogne-Meudon-TCR de cet été, la direction négocierait avec le STIF et la SAVAC deux nouveaux horaires de bus à 7h45 et 8h15, avec équivalence pour le retour le soir. La direction jurait pourtant que c'était impossible et que cela ne dépendait pas d'elle.

Daltonisme gouvernemental

Renault a été placée dans la liste verte du ministère du travail publiée un moment sur Internet en ce qui concerne le stress au travail. Etrange, alors que selon la dernière enquête Technologia, 27 % des salariés y sont en situation de job strain.

Le critère majeur pour être en vert est d'avoir signé un accord ou engagé des actions contre le stress. Peu importe leur efficacité et leurs résultats.

Renault et les maths

Malgré le déficit affiché de 3 milliards d'euros, la situation est loin d'être catastrophique pour Renault. La preuve : la direction se distribue de juteuses primes suite aux 2,1 millions de free cash flow.

Si on déduit les 1,5 milliards de pertes dues à Nissan, Volvo ou Avtovaz et les 2 milliards de remboursement de la dette, Renault fait même un bénéfice de 0,5 milliard.

Retraites : ne pas attendre pour réagir

Sarkozy veut laisser passer la campagne des régionales pour s'attaquer à nos retraites et prévoit de faire passer son sale coup pendant l'été.

Que se soit en repoussant l'âge du départ en retraite ou en allongeant le nombre d'annuités, le plan du gouvernement et du Medef ne vise qu'à réduire nos pensions. Dès aujourd'hui préparons la riposte.